



## Les pauvres négligés en ce qui concerne l'aide apportée

27.08.08

Le niveau de la pauvreté dans les pays en voie de développement restera élevé d'une façon inacceptable si la réforme de l'aide élude la question essentielle de ses effets sur les pauvres. C'est ce que disent les Eglises d'Afrique et les organisations religieuses internationales avant le rendez-vous crucial sur l'aide.

Le forum de haut niveau d'Accra sur l'efficacité de l'aide, du 2 au 4 septembre, rassemblera plus de 800 représentants de donateurs multilatéraux et bilatéraux, de gouvernements de pays en voie de développement et d'organisations de la société civile. La conférence réexaminera la Déclaration de Paris, un plan d'action pour renforcer l'efficacité de l'aide, signée par une centaine de ministres, de responsables d'organismes d'aide et d'autres hauts fonctionnaires en mars 2005.

Dans une déclaration commune, Caritas Internationalis, le Symposium des Conférences épiscopales d'Afrique et de Madagascar (SECAM), la conférence des Eglises de toute l'Afrique (CETA), la Coopération Internationale pour le Développement et la Solidarité (CIDSE), et ACT Development ont déclaré qu'ils craignaient que les propositions faites par Accra ne reflétaient pas les intérêts des pauvres.

Le Secrétaire Général de la Conférence des Eglises de toute l'Afrique (CETA), le pasteur Mvume Dandala, sera présent à Accra. Il a déclaré : « Environ 29 000 enfants de moins de cinq ans meurent tous les jours, 21 par minute, pour la plupart de causes évitables. Sur les 11 millions d'enfants qui meurent tous les ans, six millions pourraient être sauvés par des mesures rudimentaires et peu onéreuses. Accra a la possibilité d'améliorer la façon dont nous mettrons fin à ce scandale de la pauvreté mais seulement si l'aide les pauvres à devenir maîtres de leur développement. »

Au Ghana, Caritas et la CIDSE seront représentés officiellement par René Grotenhuis, président de la CIDSE et directeur général de Cordaid (Caritas Pays-Bas). M. Grotenhuis a déclaré : « L'aide est estimée sur la quantité et non par ce qu'elle apporte au développement. La Déclaration de Paris ne tient pas compte du développement durable. Laisser les pauvres sans aide efficace, c'est comme laisser les gens sans architecture. Accra doit produire un impact sur les pauvres en ce qui concerne la façon dont nous regardons les dépenses pour le développement. »

Gweneth Berge qui représente ACT Development à Accra a déclaré : « La moitié de l'aide est donnée sous la forme de consultants qui coûtent cher et qui répondent aux directives des donateurs. Les communautés locales doivent avoir un plus grand rôle dans les prises de décisions qui ont un effet direct sur leurs vies. Ce qui signifie la fin des conditions imposées par les donateurs internationaux qui continuent d'ébranler la responsabilité démocratique de l'aide. »

« Les gouvernements des pays riches se comportent de façon honteuse en limitant l'aide à leurs propres intérêts économiques. Exiger que l'aide alimentaire soit fournie par les producteurs du Nord dans le contexte de la crise alimentaire actuelle est immoral. Nous nous sommes égarés si l'aide profite aux riches quand des milliers de pauvres ont faim. »

L'évêque Francisco Silota, qui représente la SECAM à Accra a déclaré : « Les Eglises et les organisations religieuses ont un rôle majeur dans la santé, l'éducation et



SYMPOSIUM OF EPISCOPAL CONFERENCES  
OF AFRICA AND MADAGASCAR  
SYMPOSIUM DES CONFÉRENCES EPISCOPALES  
D'AFRIQUE ET MADAGASCAR

autres services sociaux des pays en voie de développement. Elles doivent être reconnues comme partenaires de l'aide au développement. +

Nous devons également contribuer au changement de la mentalité des citoyens africains. Le syndrome de dépendance doit être surmonté. Ils doivent comprendre qu'ils ont reçu des talents et du charisme pour prendre en main leur propre destinée. Mais ils doivent les utiliser. +

Lors du forum parallèle des organisations de la société civile, les Eglises catholiques et protestantes d'Afrique ainsi que des réseaux religieux internationaux organiseront une célébration œcuménique le 31 août et un atelier sur la responsabilité de l'utilisation des ressources pour le développement, en citant des exemples de la Zambie, du Congo-Brazzaville et de l'Ouganda, le 1er septembre.

### Notes des éditeurs

Contact pour les médias : Sean Hawkey  
Téléphone: 00 44 777 561 6813. E-mail [sha@wcc-coe.org](mailto:sha@wcc-coe.org)

Disponibles pour des interviews :

Pour le pasteur Mvume Dandala, contactez Sean Hawkey.  
Domaines d'expertise : Vue d'ensemble de l'efficacité de l'aide et le rôle des Eglises et des organisations religieuses.

Pour René Grotenhuis, merci de contacter Blandine Bouniol.  
Téléphone 00 32 478 585 408 E-mail: [bbouniol@caritas-europa.org](mailto:bbouniol@caritas-europa.org)  
Domaines d'expertise : Vue d'ensemble de l'efficacité de l'aide et le rôle des Eglises et des organisations religieuses.

Pour Mgr Francisco Silota, évêque de Chimoio, Mozambique  
Merci de contacter Volker Monikes. Téléphone: 00 233 24 6232123 E-mail:  
[volker\\_monikes@yahoo.com](mailto:volker_monikes@yahoo.com) Domaines d'expertise : Rôle des Eglises dans le développement, prise de position de l'Eglise, Relations Eglise . Politique . Organisations de la société civile

Vincent Edoku, coordinateur programme, département recherche et lobby, Caritas Ouganda. Téléphone: 00 256 (0)7724611 13 E-mails: [caritas@caritasuganda.org.ug](mailto:caritas@caritasuganda.org.ug) et [vedoku@caritasuganda.org.ug](mailto:vedoku@caritasuganda.org.ug)

Brice Mackosso, Justice et Paix Brazzaville Congo Téléphone: 00 242 5579081  
Email: [bricemackosso@yahoo.fr](mailto:bricemackosso@yahoo.fr)

Humphrey Mulemba, JCTR Lusaka, Zambia Téléphone: 00 260 1 290410  
Email: [humphrey.mulemba@gmail.com](mailto:humphrey.mulemba@gmail.com)

Domaines d'expertise : Activiste / défenseur de la société civile, essentiellement dans les domaines de la gestion des dettes extérieures et de l'action des citoyens.

Gweneth Berge de ACT Development / L'aide de l'Eglise Norvégienne  
Téléphone 00 47 93 24 24 69 [Gwen.Berge@nca.no](mailto:Gwen.Berge@nca.no) Domaines d'expertise : Efficacité et responsabilité des organisations de la société civile (a également demandé à participer aux tables rondes du FHN).